

Budget 2014-2015 : Les défis du développement de la main-d'œuvre sous-estimés

Québec, le 20 février 2014 - La Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) est satisfaite des investissements supplémentaires en matière de solidarité annoncés par le gouvernement au budget 2014-2015. Elle est toutefois soucieuse des impacts de l'orthodoxie du déficit zéro et inquiète de l'éventualité du non-renouvellement de l'entente sur le marché du travail par le gouvernement fédéral.

Sans surprise, le gouvernement maintient son objectif de retour au déficit zéro dès 2015-2016 provoquant par cette décision des impacts certains sur des mesures sociales primordiales dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Au moment même où la transition démographique qui se poursuit risque de créer dans certains secteurs d'activité des pénuries de main-d'œuvre, il y a toujours un nombre significatif de personnes sans emploi, ce qui renforce la pertinence de mesures et de programmes améliorant l'adéquation entre la main-d'œuvre et le marché du travail. Le choix du déficit zéro implique des pressions supplémentaires sur les organismes communautaires œuvrant au développement de la main-d'œuvre québécoise, provoquant inévitablement une diminution importante du nombre de personnes supportées dans leur formation, leur intégration et leur maintien en emploi. Le contrôle exigeant des dépenses gouvernementales entraînera des pressions énormes sur le fonctionnement de l'agence Emploi-Québec qui pourrait se voir, quant à elle, forcée de réduire de façon inquiétante les services publics d'aide à la formation et à l'emploi. Or, le financement du développement de la main-d'œuvre est un investissement, pas une dépense, avec un retour sur investissement variant de 2 à 21 dollars par dollar investi.

Nous saluons toutefois la constance du gouvernement à bonifier le soutien aux personnes éloignées du marché du travail, notamment par l'augmentation des ressources dévolues aux personnes itinérantes. Les sommes annoncées aujourd'hui sont toutefois loin de pouvoir combler les besoins. De plus, la Coalition s'inquiète de la volonté du gouvernement d'augmenter le nombre de vérifications et d'enquêtes auprès des prestataires de l'aide financière de dernier recours. « Les personnes vulnérables ont plutôt besoin de ressources et d'accompagnement dans leur parcours vers l'emploi », d'affirmer Sylvie Roy, présidente de la COCDMO.

Il convient de souligner, en terminant, que ce budget est déposé alors que les négociations avec le gouvernement fédéral quant au renouvellement de l'entente sur le marché du travail se poursuivent toujours. Si le gouvernement fédéral devait persister dans sa volonté d'imposer aux provinces un modèle unique, le gouvernement du Québec subira certainement des contrecoups budgétaires importants, contrecoups qui sont présentés sommairement dans le budget. La Coalition rappelle qu'elle soutient entièrement la position du gouvernement quant au renouvellement de l'EMT selon les mêmes paramètres. « Il est à craindre que les intentions du fédéral imposent des choix difficiles au Québec. Pour nous, il n'est pas question que ces choix soient faits sur le dos des personnes sous-représentées sur le marché du travail! », de conclure Sylvie Roy, présidente de la Coalition.

À propos de la COCDMO

Par ses membres, la COCDMO rejoint plus d'un millier d'organisations réparties sur l'ensemble du territoire québécois. Au cœur de ses activités se trouvent la défense et la promotion des droits des personnes éloignées ou exclues du marché du travail. La Coalition siège également à la Commission des partenaires du marché du travail et prend activement part aux débats entourant le développement de la main-d'œuvre.

-30-

Renseignements : Frédéric Lalande, 514 755-7528 | flalande@cocdmo.qc.ca